



**OCHA** United Nations Office  
for the Coordination of  
Humanitarian Affairs

Forum régional de  
Politique humanitaire  
2013

Pour l'Afrique de l'Ouest  
et du Centre

Dakar, 2-3 octobre 2013

Ordre du jour et documentation de  
base

<b>CALENDRIER DES SESSIONS</b>	<b>P. 3</b>
<b>NOTE CONCEPTUELLE</b>	<b>P. 4</b>
<b>ORDRE DU JOUR ANNOTÉ</b>	<b>P. 5</b>
Ouverture et mot de bienvenue	p. 5
<b>Session 1 : Approches à la vulnérabilité et à la gestion des risques en Afrique de l'Ouest et du Centre</b>	p. 5
<b>Session 2 : Programmation humanitaire pour la réduction des risques et la résilience</b>	p. 7
<b>Session 3 : Approches novatrices à l'Information et à la Communication – Etude de Cas sur le Mali</b>	p. 7
<b>Session 4 : Comprendre ce que l'on entend par une réponse efficace au niveau national</b>	p. 9
<b>Session 5 : Vers un système de réponse plus ouvert et inclusif : s'inspirer des nouveaux partenaires</b>	p. 9
<b>Session 6 : Se faire entendre : se préparer pour 2016</b>	p.11
<b>NOTES DOCUMENTAIRES</b>	<b>p. 13</b>
1. Approches à la vulnérabilité et à la gestion du risque	p. 13
2. Comprendre la réponse efficace au niveau national	p. 14
<b>LISTE DES PARTICIPANTS</b>	<b>p. 16</b>

## PREMIÈRE JOURNÉE : MERCREDI 2 Octobre 2013

### HORAIRE

### SESSION

09h00 – 10h00	Ouverture et mot de bienvenue
10h00 – 11h15	Session 1 – Panel
11h15 – 11h30	Pause-café
11h30 – 12h30	Session 1 – Débats en plénière
12h30 – 13h30	Déjeuner
13h30 – 15h00	Session 2 – Panel et discussion
15h00 – 15h15	Pause-café
15h15 – 17h00	Session 3 – Panel et discussion
17h00 – 17h30	Synthèse 1 <sup>ère</sup> Journée
18h00 – 20h00	Cocktail

## DEUXIÈME JOURNÉE – JEUDI 3 Octobre 2013

### HORAIRE

### SESSION

08:30 – 09:30	Allocutions d'ouverture et synthèse de la 1 <sup>ère</sup> Journée
09:30 – 10:30	Session 4 – Panel et discussion
10:30 – 10:45	Pause-café
10:45 – 12:30	Session 4 – Synthèse Groupes thématiques et plénière Déjeuner
12:30 – 13:30	Session 5 – Panel et discussions
13:30 – 15:00	Pause-café
15:00 – 15:15	Session 6 – Exposé et discussion
15:15 – 16:00	Session 6 – Groupes
16:00 – 17:00	thématiques Session 6 – Reprise
17:00 – 17:30	plénière
17:30 – 18:00	Conclusion et synthèse

En décembre 2011, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) avait convoqué une Conférence politique et de recherche<sup>1</sup> qui avait enregistré la participation de plus de 50 délégués issus d'un réseau mondial constitué d'instituts, d'universités, d'ONG internationales et d'organisations du système des Nations Unies. Cette conférence avait pour objectif d'identifier les domaines prioritaires de la recherche stratégique pour la communauté humanitaire et de renforcer les partenariats avec les organisations politiques et de recherche.

Suite à cette première conférence, OCHA a convoqué une série de forums stratégiques humanitaires d'envergure régionale ou internationale afin d'établir des liens entre ONG nationales, groupes de réflexion/universitaires, organisations du secteur privé et autres groupes intervenant dans les activités humanitaires et d'identifier les priorités politiques clés des différentes régions. En 2012, des Forums régionaux ont été organisés en Afrique du Sud, pour l'Afrique australe et orientale, ainsi qu'en Egypte, pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. En mai 2013, OCHA a organisé, à Bangkok, un Forum stratégique régional pour la région Asie-Pacifique.

OCHA pilote également la préparation du Sommet humanitaire mondial<sup>2</sup> prévu en 2016. Ce Sommet identifiera les mutations normatives, politiques et structurelles nécessaires à la modernisation de l'action humanitaire et mobilisera les énergies pour une action humanitaire plus efficace et transparente. Les thèmes retenus pour l'instant tournent autour de l'efficacité (de l'aide) humanitaire, la réduction de la vulnérabilité et la gestion des risques et, enfin, l'innovation. Tous les débats thématiques auront pour souci l'élargissement des partenariats pour l'assistance humanitaire.

Dans le cadre de ce dialogue mondial en cours, OCHA envisage d'organiser les 2 et 3 octobre 2013, à Dakar, au Sénégal, un Forum stratégique régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce séminaire de deux jours réunira 30 à 50 personnes issues des organisations humanitaires, des institutions académiques nationales, de groupes de la société civile, du secteur privé et d'organisations régionales, qui débattront de questions touchant à l'amélioration de l'efficacité des partenariats humanitaires en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce séminaire aura pour objectifs principaux:

1. Renforcer les relations avec les partenaires, y compris les ONG nationales, les acteurs humanitaires régionaux, les universitaires/groupes de réflexion et les acteurs du secteur privé.
2. Identifier les questions et préoccupations clés de ces participants en ce qui concerne l'amélioration de la préparation aux catastrophes, la prévention et la réponse humanitaire dans la région.
3. Identifier, en matière de politiques, les tendances et préoccupations clés qui influent sur le travail humanitaire dans la région et les domaines dans lesquels OCHA pourrait renforcer davantage la cohérence entre les initiatives nationales, régionales et internationales de coordination et l'analyse des politiques.
4. Œuvrer à l'émergence d'une vision commune en vue de l'insertion d'une composante internationale de réforme dans le système mondial de réponse humanitaire en vue de la préparation du premier Sommet humanitaire mondial, prévu en 2016.

<sup>1</sup> <http://www.unocha.org/what-we-do/policy/events/global-policy-research-conference>

<sup>2</sup> <http://www.worldhumanitariansummit.org/>

Première journée – Mercredi 2 octobre 2013  
**Comprendre les Dynamiques et tendances  
nationales et régionales**

## OUVERTURE ET MOT DE BIENVENUE

**Durée : 09h00 – 10h00**

### OBJECTIFS DE LA SESSION

Le bref mot de bienvenue et la rapide présentation des participants seront suivis par les discours d'ouverture du Coordinateur humanitaire régional pour le Sahel et du Chef du Bureau régional d'OCHA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, qui décriront, dans leurs grandes lignes, les problèmes et défis de la région ainsi que les questions clés auxquelles le Forum tentera d'apporter une réponse.

### QUESTIONS CLES

- 1. Quel est l'avenir de la réponse humanitaire ?*
- 2. Quel est le rôle approprié du système international dans ce cadre ?*

### COMPOSITION DU PANEL

- M. Robert Piper  
Coordonnateur humanitaire régional pour le Sahel
- Mme Allegra Baiocchi  
Chef du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre d'OCHA

## SESSION 1 : APPROCHES A LA VULNÉRABILITÉ ET A LA GESTION DES RISQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

**Durée : 10:00 - 12:30**

### OBJECTIFS DE LA SESSION

Considérant les avancées réalisées dans l'identification et l'analyse des vulnérabilités régionales, il convient de procéder à un examen plus détaillé de la manière dont une approche de la gestion des risques peut être appliquée pour améliorer la préparation aux conflits et aux catastrophes. Cette première session se penchera sur les tendances en matière de climat, de développement et de risque de conflit qui sous-tendent les besoins humanitaires dans la région. Elle examinera les différentes approches à la modélisation et à l'analyse des risques et à la manière dont ces derniers sont utilisés pour mieux anticiper et évaluer la situation dans la région. La session cherchera à déterminer si les systèmes actuels de suivi et d'alerte précoce sont suffisamment solides pour supporter les initiatives visant une meilleure préparation et comment pouvons-nous identifier et anticiper les nouveaux enjeux avec une plus grande efficacité.

### QUESTIONS CLÉS

- 1. Les systèmes actuels de suivi et d'alerte précoce sont-ils assez solides pour supporter les initiatives visant une meilleure préparation ?*
- 2. Comment pouvons-nous identifier et anticiper les nouveaux enjeux humanitaires avec plus d'efficacité ?*

### COMPOSITION DU PANEL

- Léon Guy Razafindrakoto, Chef Département Veille et Prévision Météorologique, ACMAD
- Okey Uzochina, Responsable du Programme, Forewarn Initiative, HPG
- Dr Tahirou Diaw, Directeur du Laboratoire d'Enseignement et de Recherche en Géomatique, Université Cheikh Anta Diop
- Dr Ousmane Ndiaye, Chef de Service, Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM)
- Modérateur : Sophie Baranes, Coordinatrice régionale prévention des crises et relèvement, PNUD



## **SESSION 2 : PROGRAMMATION HUMANITAIRE POUR LA REDUCTION DES RISQUES ET LA RESILIENCE**

**Durée : 13h30 – 15h00**

### **OBJECTIFS DE LA SESSION**

Une meilleure information sur les risques et la vulnérabilité doit se traduire par une réelle résilience et une gestion des risques de catastrophe efficace. Il convient, pour cela, que la réponse humanitaire soit intégrée dans un cycle plus large d'actions de préparation, de prévention et de redressement. La session étudiera comment les informations sont utilisées pour réduire les risques et améliorer l'efficacité des réponses humanitaires. Elle débattera également de la manière dont une approche de gestion des risques peut être appliquée pour une meilleure préparation aux catastrophes et aux conflits. La session fera le point sur certaines idées novatrices comme l'assurance contre les catastrophes, la gestion des ressources naturelles et les voies et moyens de relier les processus de planification entre les acteurs humanitaires et les acteurs du développement. Elle se concentrera sur des projets communautaires avant de débattre de la possibilité de les porter aux niveaux national et régional.

### **QUESTIONS CLES**

- 1. Quelles sont les options en termes d'élaboration de programmes pour réduire les risques de catastrophe et renforcer la résilience ?*
- 2. Quels changements structurels sont nécessaires pour réorienter les systèmes humanitaires nationaux et internationaux dans le cadre d'une approche privilégiant la gestion des risques afin de favoriser une meilleure préparation ?*

### **COMPOSITION DU PANEL**

- Capitaine Cheikh Tine, Direction de la Protection civile, Ministère de l'Intérieur (DPC)
- Norbert Allale, Coordinateur régional de Gestion des risques de catastrophe, du Bureau régional du Sahel, IFRC
- Koko Warner, Chef de la Section Migration environnementale, Vulnérabilité sociale et Adaptation, UNU
- Modérateur : Isabelle Kane, Disaster Risk Management Specialist, Banque mondiale

## **SESSION 3 :**

### **Approches novatrices à l'Information et à la Communication – Etude de Cas sur le Mali**

**Durée : 15h15 – 17h00**

### **OBJECTIFS DE LA SESSION**

L'information s'entend de plus en plus comme un besoin fondamental, sinon un droit, pendant une situation de crise humanitaire. En veillant à ce que les individus touchés par une crise disposent rapidement d'informations précises, on peut sauver des vies et, il est impossible de faire une programmation humanitaire sans disposer d'informations précises sur les besoins. L'accès de plus en plus facile aux téléphones portables, aux SMS et au réseau internet modifie également la manière dont les communautés répondent à une situation de catastrophe. Les personnes touchées réclament de plus en plus une communication dans les deux sens et le respect de l'obligation de rendre compte par ceux qui apportent l'assistance ou elles trouvent les moyens d'organiser leur propre réponse. Même dans les zones bénéficiant d'un faible accès aux nouvelles technologies des communications, de nouvelles méthodes d'utilisation des anciennes technologies, comme la radio, aident à réduire la fracture numérique. En utilisant le Mali comme étude de cas, la session étudiera de nouvelles approches à la communication et au respect de l'obligation de rendre compte ainsi que les implications de la programmation humanitaire.

### **QUESTIONS CLES**

- 1. Comment l'innovation peut-elle nous aider à transformer la manière dont nous communiquons dans le domaine de la programmation humanitaire ?*
- 2. Quelles sont les implications de la perception de l'information comme un besoin ou un droit fondamental lors de la conception d'une réponse humanitaire ?*

### **COMPOSITION DU PANEL**

- Nicolas Chavent, Acting Project Director OpenStreet Map
- Ian Noble, Directeur régional, Département Afrique Subsaharienne, Internews
- Guido Pizzini, Chargé de la Gestion de l'Information, OCHA, Mali
- Modérateur : Christian Clark, Directeur des Services de Communications, OCHA





Deuxième Journée – Jeudi 3 octobre 2013  
**Améliorer l'efficacité de la réponse  
humanitaire**

## **SESSION 4 : COMPRENDRE CE QUE L'ON ENTEND PAR UNE REPOSE EFFICACE AU NIVEAU NATIONAL**

**DURÉE : 09:30 - 12:30**

### **OBJECTIFS DE LA SESSION**

Les ONG locales et les Organisations de la Société civile (OSC) intervenant dans la région jouent un rôle de plus en plus primordial dans les initiatives en faveur des populations dans le besoin. Les Organisations régionales, comme la CEDEAO, sont de plus en plus réceptives à l'action humanitaire et la soutiennent de plus en plus. Si le système international peut offrir des ressources et des connaissances spécialisées, il a souvent des difficultés à comprendre le contexte local ou la manière de travailler avec les acteurs locaux. Ces problèmes sont plus importants dans les situations de crise ou de conflits complexes. La session se concentrera sur les expériences et les défis des ONG nationales et des organisations de la société civile concernant la collaboration avec les acteurs internationaux et régionaux et se focalisera sur la manière dont le système international peut travailler avec plus d'efficacité avec les intervenants humanitaires et les soutenir afin de garantir l'efficacité de l'action humanitaire. La session s'ouvrira sur les remarques introductives sur le visage que le système humanitaire pourrait avoir dans l'avenir.

### **QUESTIONS CLÉS**

1. *Qui sont les acteurs essentiels impliqués dès les premières phases de la réponse rapide nationale et quel est le degré d'efficacité de leur coordination ?*
2. *Quels sont les principaux défis à relever pour une collaboration et une coordination efficaces entre acteurs humanitaires nationaux et internationaux ?*

### **COMPOSITION DU PANEL**

- Nestor Compaore, Coordonnateur de Programme, CREDO Burkina Faso
- Karamoko Sanogo, Responsable du secteur Eau Hygiène Assainissement et Décentralisation, Association Action Mopti
- Augustin Augier, Programme Manager, Alima
- Loubna Benhayoune, Senior HAO, OCHA Mauritania
- Modérateur : Wendy Fenton, Coordonnatrice Humanitarian Practice Network, HPG/ODI

## **SESSION 5 : VERS UN SYSTÈME DE RÉPONSE PLUS OUVERT ET INCLUSIF : S'INSPIRER DES NOUVEAUX PARTENAIRES**

**DURÉE : 13h30 – 15h00**

### **OBJECTIFS DE LA SESSION**

Il apparaît de plus en plus que les ONG et organismes humanitaires ne sont qu'un des nombreux groupes qui répondent aux crises humanitaires. Les compagnies du secteur privé, les banques, les groupes de jeunes et les communautés de la diaspora renforcent tous leurs capacités à répondre aux situations de crise. Pour garantir une réponse efficace, il convient de veiller à ce que les différents acteurs puissent travailler ensemble et se compléter en cas de crise. Les organisations humanitaires peuvent aussi tirer beaucoup d'enseignements des pratiques et des nouvelles méthodes de travail que ces organisations peuvent transmettre. La session se mettra à l'écoute des différents types de groupes qui contribuent à la prise en charge des besoins humanitaires dans la région et débattrà de la manière de mettre en place des partenariats efficaces, de garantir l'interopérabilité et de promouvoir le partage des connaissances.

### **QUESTIONS CLÉS**

1. *Quel est le rôle de la société civile, du secteur privé et des autres nouveaux partenaires dans les réponses humanitaires ?*
2. *Comment le système international pourrait-il travailler avec plus d'efficacité et soutenir les nouveaux acteurs et les acteurs émergents qui apportent leur appui à la réponse humanitaire ?*

### **COMPOSITION DU PANEL**

- Pape N'Diaye, Directeur exécutif, Réseau Entreprenne Sénégal
- Dr Tony Chlostern Ephiran Lakouete, Assistant Coordinateur Jeunesse Unie pour la Protection de l'Environnement et le Développement Communautaire (JUPEDEC)
- Kardiata BA, Chef du Service de la Microfinance et des Systèmes Financiers Décentralisés Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)
- Modérateur : Allegra Baiocchi, OCHA - BRAOC



**SESSION 6 : SE FAIRE ENTENDRE : SE  
PREPARER POUR 2016**

**DUREE : 15h15 – 17h30**

**OBJECTIFS DE LA SESSION**

Pour conclure le forum, les participants seront invités à envisager les étapes vers un système humanitaire plus efficace à l'avenir et proposer des réformes politiques et de système nécessaires pour en faire une réalité. L'accent sera mis sur l'identification de propositions concrètes pour l'élaboration d'un cadre pour la réduction des risques, de la vulnérabilité et de l'efficacité humanitaire. Les participants seront également invités à : a) examiner les prochaines étapes concrètes pour promouvoir la réflexion sur les questions humanitaires dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ; et b) proposer des thèmes, objectifs et conclusions éventuels pour le Sommet humanitaire mondial.

**QUESTIONS CLÉS**

- 1. Quelles sont les prochaines étapes visant à renforcer la préparation et la réponse humanitaires dans la région ?*
  - 2. Quelles sont les questions ou recommandations que vous souhaiteriez que l'on aborde lors du Sommet humanitaire mondial de 2016 ?*
-



## 1. APPROCHES A LA VULNÉRABILITÉ ET A LA GESTION DU RISQUE

Les facteurs d'urgences humanitaires continuent de s'accroître et les relations entre eux deviennent de plus en plus complexes. Les effets combinés des tendances mondiales environnementales, économiques, sociales et démographiques influent de plus en plus sur les risques de situations d'urgence au niveau local. Dans une enquête récente effectuée par plus de 500 professionnels de l'humanitaire au sein du gouvernement, de la société civile et du monde universitaire, les intervenants ont identifié les changements climatiques, les catastrophes naturelles, la pauvreté et les inégalités, l'insécurité alimentaire, l'instabilité économique et les conflits armés comme étant les facteurs les plus importants qui influent sur le risque de situations d'urgence futures.

De plus en plus, les preuves montrent que les changements climatiques ont conduit à des changements dans le climat et à des conditions météorologiques extrêmes. Les pertes économiques dues aux intempéries et aux catastrophes liées au climat se sont accrues, avec comme principale cause, une exposition croissante des personnes et des biens économiques souvent dans des zones qui s'urbanisent rapidement. Alors que les taux de pauvreté dans le monde continuent à baisser, les crises alimentaires, financières et du carburant vécues ces dernières années ont aggravé la situation des personnes vulnérables et ralenti la réduction de la pauvreté dans certains pays. Les conflits intra-état, souvent déclenchée par des manifestations de masse, augmentent l'insécurité et ont des impacts régionaux imprévisibles. La croissance démographique et l'urbanisation concentrent également de plus en plus de personnes dans les zones à haut risque de tremblements de terre, d'inondations et d'autres catastrophes, augmentant ainsi, de manière considérable, le risque de catastrophes de grande envergure.

### GESTION DU RISQUE DE CRISES HUMANITAIRES

Pour être plus efficace à la lumière de l'évolution des facteurs de crise, le secteur du développement, les gouvernements et les acteurs humanitaires doivent travailler ensemble avec plus de cohésion afin de réduire et de gérer le risque de crises, plutôt que de rechercher tout simplement une solution aux crises une fois qu'elles émergent. Cela nécessite de plus en plus de méthodes de travail communes pour comprendre les facteurs de crise, empêcher la survenance de crises, les atténuer quand elles ont lieu, promouvoir la reprise rapide et efficace après les crises et prévenir leur récurrence, si possible. Parmi les avantages d'une telle approche, on compte : 1) une réduction de la souffrance humaine et de la perte en vies humaines ; 2) le renforcement des avantages du développement plus durable et la protection des investissements de développement ; 3) le renforcement de la rentabilité de l'aide humanitaire ainsi que d'autres types d'aide.

### COMPRÉHENSION ET GESTION DE RISQUE

Le risque de crises humanitaires peut être défini comme le produit des risques et de la vulnérabilité.

- **Les risques** sont des menaces pour la vie humaine et les moyens de subsistance et comprennent les risques naturels ainsi que d'autres menaces telles que les conflits, les accidents technologiques, les chocs de prix, etc. Les personnes touchées

- par les crises humanitaires sont souvent touchés simultanément par plus d'un risque.

- **La vulnérabilité** est la probabilité qu'un individu ou une communauté soit susceptible de subir les effets néfastes de l'exposition à un risque. C'est le résultat de plusieurs facteurs physiques, sociaux, économiques et environnementaux. Cependant, la pauvreté est le plus souvent un facteur important de vulnérabilité dans les crises humanitaires.

La gestion du risque de crises humanitaires implique par conséquent la prise en charge des risques et de la vulnérabilité.

### APPROCHES ACTUELLES CONTRIBUANT À LA GESTION DU RISQUE

Un certain nombre d'approches actuellement adoptées par le secteur humanitaire et qui contribuent plus largement à la gestion du risque de crises humanitaires, à savoir : 1) la réduction des risques de catastrophes (RRC) ; 2) L'approche dite de la «résilience», qui vise à garantir que l'aide humanitaire prenne en charge, non seulement les besoins immédiats, mais contribue également à mieux préparer les communautés à résister et à récupérer rapidement d'un choc futur ; 3) la préparation et l'action rapide visant à veiller à ce que toute crise soit effectivement prise en charge et le plus tôt possible ; 4) la reprise rapide et 5) le développement durable qui vise à garantir que le développement économique corrige les vulnérabilités actuelles sans en créer de nouvelles.

Ces approches ne sont toutefois pas appliquées de manière globale ou systématique, ce qui peut conduire à des écarts entre les acteurs et les secteurs, ou au fil du temps.

- Par exemple, l'accent mis sur la RRC est actuellement limité aux risques naturels, et il exclut les nombreux risques qui contribuent aux crises humanitaires, en particulier celles liées aux conflits.

- Les interventions humanitaires sont planifiées et programmées pour de courtes périodes (souvent un an, bien que l'aide humanitaire puisse durer beaucoup plus longtemps), tandis que les interventions de développement durable par les gouvernements et les partenaires sont à plus long terme.

Bien que toutes ces activités visent à contribuer aux mêmes résultats, à savoir la réduction de la souffrance humaine et un développement social et économique réussi, leurs objectifs, priorités et processus ne sont actuellement pas suffisamment harmonisés pour gérer convenablement et systématiquement le risque de crises humanitaires.

### APPLICATION D'UNE APPROCHE SYSTÉMATIQUE DE GESTION DES RISQUES AUX CRISES HUMANITAIRES

L'application d'une approche systématique de gestion des risques aux crises humanitaires impliquerait les démarches suivantes : 1) l'identification, l'évaluation et la priorisation des risques ; 2) la préparation aux risques ; et 3) l'adaptation à leurs effets.

La première étape consiste à évaluer et à analyser les risques et les facteurs de vulnérabilité susceptibles de contribuer à une crise humanitaire. Avec des analyses et données correctes, de nombreuses crises sont, dans une certaine mesure, prévisibles. Un certain nombre de modèles et outils prévisionnels ont été conçus à

cet effet<sup>3</sup>. Bien que ces outils puissent fournir des indications, ce qui est plus important, c'est une compréhension approfondie de la nature des risques, une méthode permettant de suivre l'évolution des risques et un moyen de s'assurer que les niveaux de risque élevés conduisent effectivement à l'action. Une fois les risques identifiés, l'ordre de priorité peut être établi et des stratégies développées pour les gérer.

## APPLICATION D'UNE APPROCHE DE GESTION DES RISQUES A L'AIDE HUMANITAIRE

L'application de l'approche de la gestion du risque à l'aide humanitaire nécessitera des ajustements aux processus dans les domaines suivants :

**Les différentes analyses de risques réalisées par les gouvernements, les acteurs humanitaires et du développement, doivent être intégrées davantage.** Une analyse globale et partagée des risques et vulnérabilités vous aidera à orienter la programmation qui permet de gérer le risque de crises à court, moyen et long terme. Cela nécessitera un niveau plus élevé de partage d'informations sur les risques et l'investissement dans la capacité d'analyse et de communication des risques ainsi que l'amélioration des mécanismes d'analyse conjointe des risques. Les seuils et les mécanismes de déclenchement des mesures préventives doivent être améliorés.

1) **Les processus de planification doivent être regroupés davantage autour d'objectifs communs pour la gestion des risques de crise.** Les investissements du gouvernement ainsi que le développement et la programmation humanitaire contribueront tous à la gestion des risques, mais doivent être plus étroitement liés. Les Gouvernements devraient piloter la coordination de la planification ; les partenaires devraient se conformer à ces processus et, en cas de besoin, identifier et renforcer les capacités des partenaires nationaux en vue de promouvoir une telle participation.

2) **La programmation humanitaire est largement axée sur la réponse aux crises.** Une plus grande attention doit être accordée à la programmation qui permet d'améliorer la préparation des communautés et de renforcer leur résilience avant et pendant les crises. Une programmation plus innovante du transfert de risque, par exemple à travers l'assurance et le soutien aux moyens de subsistance, devrait être élargie.

3) L'investissement dans la gestion du risque de crise ex-ante doit être accru à travers des canaux nationaux, humanitaires et du développement. Le développement de nouveaux mécanismes pour un tel financement devrait être étudié.

### QUESTIONS CLÉS

1. Les systèmes de suivi et d'alerte précoce actuels sont-ils suffisamment solides pour appuyer une meilleure action de préparation ?
2. Comment pouvons-nous mieux suivre et anticiper les nouveaux défis ?
3. Quels changements de politiques sont nécessaires pour réorienter les systèmes nationaux et internationaux autour d'une approche de gestion des risques en vue d'une meilleure

<sup>3</sup> Parmi ceux-ci on compte le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWSNet), le Poste de travail du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (GIEWS) de la FAO, le Global Focus Mode d'OCHA (cibler les pays prioritaires,) entre autres.

## 2. COMPRENDRE LA RÉPONSE EFFICACE AU NIVEAU NATIONAL

Les premiers intervenants en cas d'urgence sont des personnes sinistrées et leurs gouvernements. Lorsque les gouvernements font appel à l'aide humanitaire internationale pour faire face aux catastrophes, les systèmes juridiques nationaux sont les principaux cadres réglementaires pour assurer la fourniture d'une assistance et d'une protection des personnes touchées par les catastrophes.

Lorsqu'un gouvernement demande et/ou accepte une aide extérieure, il peut être demandé à divers acteurs humanitaires **internationaux** de soutenir l'intervention en cas de catastrophe et la préparation des interventions en cas de catastrophe, y compris l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les organes intergouvernementaux régionaux, les organisations non gouvernementales (ONG), les gouvernements qui apportent leur assistance et le secteur privé.

Comme énoncé dans un certain nombre d'instruments internationaux dont le Cadre d'action de Hyogo 2005, les conséquences profondes des catastrophes sur le développement national et régional ainsi que sur la croissance économique ont amené de nombreux gouvernements à renforcer leurs capacités nationales de gestion des catastrophes. Les gouvernements des pays touchés jouent désormais un rôle beaucoup plus important dans la réponse aux catastrophes, ce qui a conduit à la dépendance croissante envers les pays voisins et les organisations régionales. Un changement proportionnel dans le rôle que les acteurs internationaux peuvent et devraient jouer est également en cours.

En outre, l'avènement et la prolifération des nouvelles technologies dans les pays touchés par la crise facilite la communication, par les communautés et acteurs locaux, de leurs souhaits et besoins. Cependant, les récentes évaluations en temps réel des opérations d'intervention concluent à l'unanimité que l'intégration des acteurs internationaux dans le mécanisme de réponse national a été extrêmement limitée.

### DÉFIS DE L'INTÉGRATION DES ACTEURS HUMANITAIRES INTERNATIONAUX

Les acteurs internationaux sont souvent peu familiers avec les contextes nationaux et/ou locaux, leur personnel n'ont pas les aptitudes linguistiques requises et adoptent des approches qui ne sont pas bien adaptés aux conditions locales. Le système de cluster et d'autres mécanismes internationaux sont mal adaptés pour intégrer des ONG plus petites ou d'autres types d'acteurs non humanitaires. Dans le même temps, malgré les progrès réalisés dans le développement des capacités nationales de gestion des catastrophes, il se peut qu'il n'existe pas de service désigné de « secouriste » ou un leadership local bien défini.

Bien que les ONG nationales aient la meilleure compréhension locale et puissent proposer des approches efficaces et novatrices à leur réponse, elles peuvent également varier considérablement en termes de capacité et d'habileté à se conformer aux normes nationales et internationales. L'arrivée des organisations internationales peut perturber le marché du travail et éloigner des organisations nationales des principales capacités, mais causer également des mini économies de bulle. Même en

travaillant en collaboration, la relation entre les organisations internationales et les partenaires d'exécution nationaux est souvent une relation contractuelle plutôt qu'un véritable partenariat. De même, la fin d'une crise peut résulter au retrait soudain du financement et il existe rarement un véritable investissement dans le renforcement des capacités locales à fonctionner au-delà de la crise immédiate.

### OBLIGATION DE RENDRE COMPTE ET COMMUNICATION AVEC LES PERSONNES TOUCHÉES

A l'exception de quelques exemples positifs très notables, les clusters n'ont pas été actifs ou efficaces dans le renforcement des approches participatives, soit par la promotion d'approches communautaires parmi leurs membres, ou par l'intégration des populations touchées dans leurs propres activités. Les nouvelles technologies de l'information rendent beaucoup plus facile la communication à deux et entre plusieurs intervenants, mais augmentent également les attentes des communautés pour que leurs voix soient entendues et leurs plaintes prises en charge. Le Comité permanent interorganisations<sup>4</sup> (IASC) a pris divers engagements sur l'obligation de rendre compte aux populations touchées qui ont trait à :

- la fourniture d'informations opportunes et accessibles aux populations touchées,
- la garantie qu'il existe des mécanismes de feedback et de plainte appropriés, et
- la garantie que les populations touchées jouent un rôle actif dans les processus décisionnels qui les concernent.

Mais on ne connaît pas encore très bien la meilleure façon de les mettre en œuvre ou comment l'obligation de rendre compte est comprise par les différentes organisations nationales.

### PROLIFÉRATION DE NOUVEAUX ACTEURS DANS LA RÉPONSE HUMANITAIRE

Outre les ONG et les gouvernements, il existe un nombre croissant de groupes qui deviennent un élément central de la réponse humanitaire. Il s'agit notamment :

- **Les sociétés du secteur privé** : Outre les sociétés privées qui offrent des dons traditionnels, de nombreuses sociétés du secteur privé deviennent une partie essentielle de la réponse aux catastrophes. Les sociétés de téléphonie mobile ont une responsabilité essentielle dans la restauration des réseaux de communication et fournissent souvent des services de crédits d'urgence et d'autres services. Les sociétés de services d'Internet, comme Google, créent des outils d'échange d'informations ou de renseignements personnels, tandis que les gouvernements et les ONG comptent également sur les sociétés de médias sociaux pour aider à partager les informations et organiser les réponses.
- **Groupes de la Diaspora** : qui peuvent transférer rapidement de l'argent et des ressources de l'étranger à travers les canaux directs.
- **Volontaires et communautés techniques** : des groupes de volontaires et d'experts techniques se réunissent maintenant après les catastrophes pour fournir divers services allant de la cartographie par satellite à la traduction ou au plaidoyer.
- **Organisations de volontaires locaux** : Au cours des récentes crises, de nouvelles organisations sociales se sont créées rapidement au sein des communautés pour y faire face. Alors que certaines de ces organisations deviennent finalement des ONG plus formelles, elles existent souvent seulement comme un réseau peu

<sup>4</sup> <http://www.humanitarianinfo.org/iasc>

structuré pendant une courte période, elles peuvent toutefois être une force puissante, mais elles manquent de professionnalisme et ne sont pas sensibilisées aux normes existantes.

Tous ces groupes, qui interviennent en dehors des plates-formes nationales et internationales de coordination existantes, sont en train de transformer ce qui constitue une réponse humanitaire et de créer de nouveaux défis et opportunités.

Dans l'ensemble, il est nécessaire de mieux comprendre comment les réponses nationales fonctionnent vraiment et comment la communauté internationale peut mieux soutenir les acteurs et les communautés locales, en cas de besoin.

## QUESTIONS CLÉS

1. Qui sont les acteurs essentiels impliqués dès les premières phases de la réponse rapide nationale et quel est le degré d'efficacité de leur coordination ?
2. Quels sont les principaux défis à relever pour une collaboration et une coordination efficaces entre acteurs humanitaires nationaux et internationaux ?
3. Comment le système international peut-il mieux travailler avec et soutenir les intervenants humanitaires nationaux ?



## MONDE UNIVERSITAIRE

**Dr. Martin Oteng ABABIO**  
Ghana University

**Dr. Tahirou Diaw**  
Cheikh Anta Diop University

**Wendy FENTON**  
HPG/ODI

**Dr. Warner KOKO**  
United Nations University

**Dr. Edwin IGUISI**  
Ahmadu Bello University

**Okey UZOECHINA**  
Forewarn Initiative, Humanitarian Futures Programme, King's College London

## ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

**Nicolas CHAVENT**  
OpenStreet Map

**Paul Martin LUKUSA MBWEBWA**  
ACTIONAIDES

**Salamata OUÉDRAOGO**  
PEECO

**Sanfo AMADOU**  
Conseil National des Réfugiés (CONAREF)

**Abdel Hakim Taher ARIM**  
ADES-Tchad

**Souleymane DRABO**  
Association Sphere/ CAPES

**Valerie Tiepe SORHO**  
ARK Cote D'Ivoire

**Mohamed Yarow**  
African Rescue Committee (AFREC)

**Mohamed BNEIJARA**  
ADIG

**Dr Tony Chlostern Ephiran LAKOUE**  
JUPEDEC

**Ian NOBLE**  
INTERNEWS

**Somé BLAISE**  
SOS-Sahel international

**Karamoko SANOGO**  
Association Action

**Pape N'DIAYE**  
Reseau Entreprendre Senegal

**Mariama BA**  
IFPRI

**Abdoulaye DIONE**  
OFADEC

**Christophe BREYNE**  
CaLP

**Berenger BEREHOUDOUGO**  
Plan International

**Aly NDIONE**  
ACTION AID

**Nestor COMPAORE**  
CREDO Burkina FASO

**Ahmed Bin Taleb BRAHIM**  
Direct Aid

**Dellaphine RAUCH-HOUKPON**  
ACTION AID

**Mylène PÉPIN**  
Handicap International Mali

**Lansana GOUDIABY**  
ASDIS-Universelle

**Augustin AUGIER**  
Alima

**Norbert ALLALE**  
IFRC

## INSTITUTIONS FINANCIÈRES

**Isabelle KANE**  
Banque mondiale

**Djibril CAMARA**  
BCEAO

**Kossi ROBERT**  
Banque africaine de Développement BCEAO

**Kardiata BA**

## GOVERNEMENT et ORGANISATIONS RÉGIONALES

**Dr Ousmane NDIAYE**  
ANACIM, Sénégal

**Cheikh TINE**  
DPC, Sénégal

**Dame GAYE**  
DPC, Sénégal

**Léon Guy RAZAFINDRAKOTO**  
ACMAD

## NATIONS UNIES

**Allegra BAIOCCHI**  
OCHA Regional Office for West and Central Africa

**Christian CLARK**  
UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) HQ

**Loubna Benhayoune**  
OCHA Regional Office for West and Central Africa

**Anna JEFFREYS**  
IRIN

**Robert PIPER**  
Regional Humanitarian Coordinator for the Sahel

**Amadou DIA**  
WFP/IFAD Weather Risk Management Facility

**Laurence GERARD**  
United Nations Office for West Africa

## ÉQUIPE ORGANISATRICE

**Amal SAEED**  
Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)

**Odette SARR**  
Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)

**Daniel GILMAN**  
Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)

**Rosalia GITAU**  
Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)